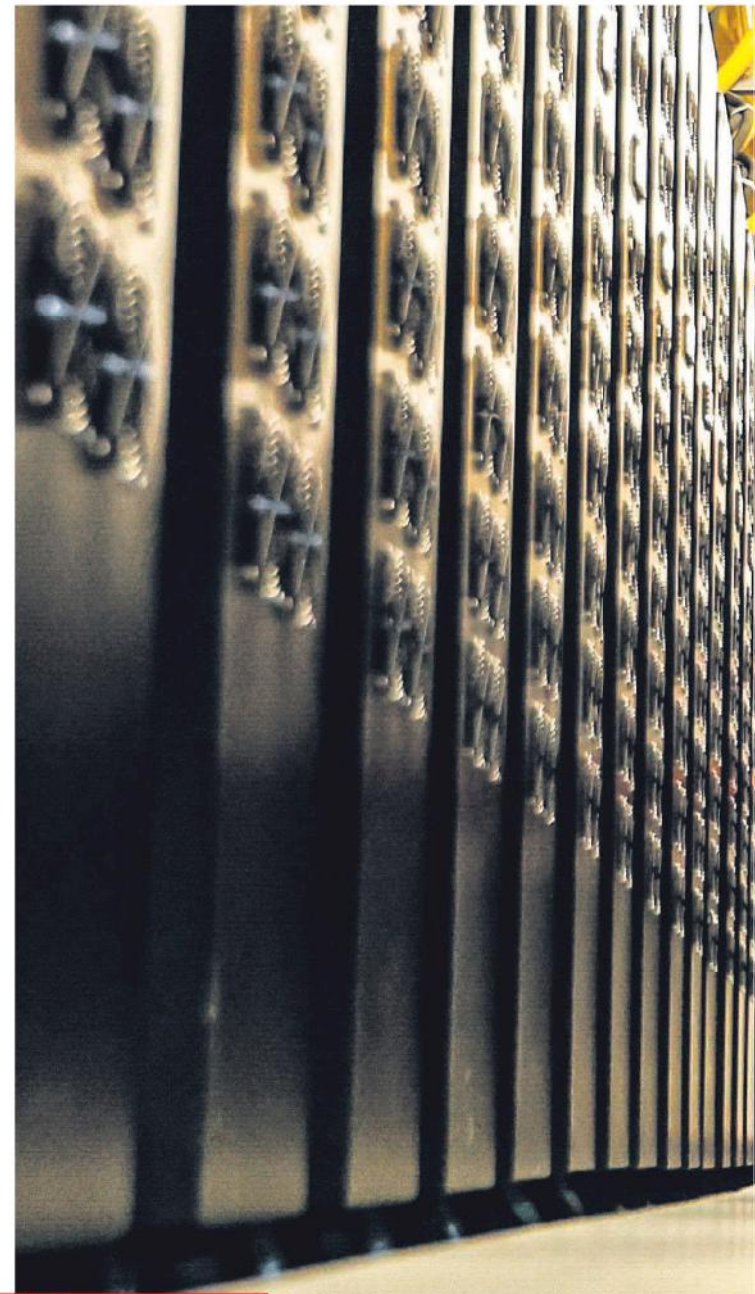


Et si on remettait de l'humain dans l'intelligence artificielle ?

NUMÉRIQUE Paris accueille le sommet pour l'action sur l'IA ce lundi. Emmanuel Macron promet des annonces pour renforcer la compétitivité de la France. Syndicats, partis, scientifiques et ONG revendiquent de redonner du sens à cette révolution technologique.



DÉCRYPTAGE

En Chine les infrastructures sont alimentées

Remettre la France en majesté, et lui par ricochet. Accro aux événements en mondialisation, Emmanuel Macron a proposé l'année dernière de voir Paris succéder à Bletchley (Royaume-Uni) et Séoul (Corée du Sud) pour accueillir le regroupement international des experts en intelligence artificielle (IA). Mais à la sauce tricolore.

Fini les symposiums de spécialistes de la spécialité devisant uniquement de cybersécurité. Après deux « journées scientifiques » puis un « week-end culturel », le sommet pour l'action sur l'IA s'ouvre ce lundi. Dans une redite des réceptions annuelles Choose France à Versailles, le président de la République a invité tout ce que le numérique compte d'oligarques et de grands argentiers à s'exprimer sous la verrière du Grand Palais. Puis à annoncer au cours d'un « business day » à la Station F de Xavier Niel une pluie d'investissements dans l'Hexagone. Les implantations de data centers ont déjà la cote auprès des Émirats arabes unis (30 à 50 milliards d'euros) et du fonds canadien Brookfield (20 milliards).

Mais la vocation de l'événement n'est pas que commerciale. Dès avant son intervention au 20 heures de dimanche soir, Emmanuel Macron avait lancé dans la

presse française : « *Est-ce que l'on est prêts à se battre pour être pleinement autonomes, indépendants, ou est-ce qu'on laisse la compétition se réduire à une bataille entre les États-Unis d'Amérique et la Chine ?* » Chiche, lui ont répondu des scientifiques, ONG, syndicats et partis de gauche, qui appellent à faire des IA un bien commun et à remettre leurs usages dans le sens de l'intérêt général. Pour cela, cinq conditions doivent être réunies.

De la démocratie dans les rouages

Face aux géants états-uniens ou chinois qui, pour l'heure, monopolisent les grandes avancées, de ChatGPT à DeepSeek, comme les annonces de centaines de milliards de dollars d'investissement, Emmanuel Macron plaide pour « *plus de patriotisme économique et européen* » et pour « *aller à fond* ». Oublié le temps des régulations. Il faut multiplier comme des pains les centres de données nécessaires à l'entraînement des IA ou les supercalculateurs, dont la présidente de la Commission européenne doit communiquer un plan de déploiement. En ces temps d'austérité, ouvrons les vannes des subventions. La Banque publique d'investissement

projette de débloquer 10 milliards d'euros d'ici à 2029. Tout cela devant conduire au déploiement de ces outils numériques dans les entreprises comme dans les services publics. « *Il s'agit pour la France de se doter d'avantages comparatifs en se positionnant sur quelques briques technologiques et quelques maillons de la chaîne de valeur* », résume le rapport de la commission IA 2024.

La France courant derrière son retard de « compétitivité », comme un coq sans tête ? C'est ce que craint une coalition d'associations, syndicats et collectifs français. Dans son manifeste « Hiatus », publié le 6 février, elle constate que « *tout concourt à ériger le déploiement massif de l'intelligence artificielle en priorité politique* », alors que cette généralisation sert l'accaparement des richesses par quelques-uns et asservit aussi

bien les pays du Sud que les services publics, entre autres griefs. « *La prolifération de l'IA a beau être présentée comme inéluctable, nous ne voulons pas nous résigner. (...) Nous exigeons une maîtrise démocratique de cette technologie et une limitation drastique de ses usages, afin de faire primer les droits humains, sociaux et environnementaux* », conclut le texte.

Une forme de gouvernance mondiale pour éviter une « perte de contrôle ».



à 75 % par le charbon ou le gaz. Ici un centre de calcul dans la province du Guizhou. LIU XU/XINHUA/REA

Une forme de gouvernance mondiale de l'IA est aussi demandée dans d'autres appels, pour éviter une « *perte de contrôle* » par les humains. Il y a deux ans à peine, Elon Musk et des centaines d'experts réclamaient déjà une pause après la mise en ligne de ChatGPT pour évaluer les conséquences de cette révolution...

Un outil pour les travailleurs, pas contre

L'intelligence artificielle, un outil d'émancipation des travailleurs ? Demandez aux « petites mains » de l'IA, à Madagascar ou au Kenya, payées moins de 2 dollars l'heure pour entraîner ces algorithmes survitaminés. Pour ces ouvriers du numérique, la grève est la seule arme pour tenter d'améliorer leur quotidien. Et le recours en justice. Pour avoir viré des modérateurs de contenu qui s'étaient révoltés contre leur exploitation et la « *torture psychologique* » qu'ils enduraient, Facebook a été condamnée en 2023. Depuis, la société de Mark Zuckerberg a tranché... en mettant fin à la modération.

En France, les relations de subordination sont certes bien moins violentes. Il n'en reste pas moins que les syndicats revendiquent, eux aussi, des garde-fous. Car, côté employeurs, les motivations pour généraliser ces outils numériques relèvent de l'amélioration

de la productivité et la réduction des coûts de main-d'œuvre (selon l'enquête « Usages et impact de l'IA sur le travail » publiée par le ministère du Travail). Les organisations de salariés appellent donc leurs homologues patronales à ouvrir les négociations dans les entreprises et les branches. « *Le plus souvent, les directions ne négocient tout simplement pas l'implantation de ces technologies dans leur entreprise, arguant que c'est trop compliqué*, pointe Charles Parmentier (CFDT). *Beaucoup de salariés ne savent même pas qu'ils travaillent avec.* »

Du numérique glouton à un usage frugal

Développement de l'IA et transition écologique font très mauvais ménage. Une simple question posée à ChatGPT consomme un demi-litre d'eau, selon une étude de l'université de Riverside, en Californie, publiée en novembre, et dix fois plus d'énergie qu'une recherche classique sur Internet. Car il faut bien refroidir les centres de données, en surchauffe face à la multiplication des requêtes. L'électricité consommée par ces sites devrait doubler dans le monde d'ici à 2026 et



ÉDITORIAL
PAR MAURICE ULRICH

L'IA misogyne ?

Fabuliste et esclave dans la Grèce antique, Ésope s'était mis en devoir de ne cuisiner que des langues car, disait-il, la langue, la parole, est la meilleure des choses. C'est le lien de la vie civile, la clé des sciences... Et c'est la pire des choses, la nourrice des procès, la source des guerres, de la calomnie... Quelle langue parle l'intelligence artificielle ? Le sommet de Paris propose une vitrine internationale, mais l'IA, aujourd'hui, parle le chinois et l'américain des hypermilliardaires ralliés à Donald

domination mondiale, le contrôle des esprits. Le techno-fascisme qui a pris le pouvoir aux États-Unis entend régner sans partage. L'IA parle d'économie à partir des marchés, de géopolitique à partir des schémas existants, des relations humaines à partir des stéréotypes que reconduisent ses algorithmes.

En mars 2024, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, un colloque intitulé « Femmes et IA, briser les codes » soulignait à la fois qu'elle était sans conteste une source de progrès mais comment elle générerait, diffusait et reproduisait les inégalités de genre. Non seulement parce que l'univers de la tech est masculin, mais aussi parce que les sources sont empreintes de représentations minimisant la place et le rôle des femmes. L'IA n'est pas a priori misogyne, elle le devient. Inutile d'insister à ce point sur le masculinisme revendiqué désormais par Mark Zuckerberg mais partagé à l'évidence par ses pairs.

Un sommet qui soit autre chose que la quête de places à prendre dans la compétition ouverte.

Trump. Les 500 milliards d'investissement dans le secteur qu'il a annoncés sont leur cadeau de bienvenue. Leur langue n'est pas celle de l'humanité et de la révolution du bien commun que pourrait être la formidable avancée technologique en cours à la condition qu'elle soit au service de tous.

Ce n'est pas le cas dès lors que les objectifs sont la rentabilité, la

On voudrait, sans trop se faire d'illusions, que le sommet de Paris soit autre chose que la quête de places à prendre dans la compétition ouverte, et qu'il serve une prise de conscience. Le développement intelligent de l'intelligence artificielle passe par la lutte contre les discriminations, le patriarcat, l'emprise du capital. ■

« Les personnes racialisées sont plus exposées à ces technologies qui accentuent des discriminations existantes. »

KATIA ROUX, AMNESTY INTERNATIONAL FRANCE

représenter celle réunie de la France et l'Allemagne, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Dans l'Hexagone, le nucléaire limite le bilan (en 2022, les générateurs des centres de données ont tout de même consommé 1159 mètres cubes de fioul et 21 930 tonnes de batteries). Les Gafam parient aussi sur l'atome : Microsoft remet en état une centrale états-unienne et Amazon mise sur des petits réacteurs modulaires. Mais en Chine les infrastructures du numérique tournent à 75 %

au charbon ou au gaz, de même qu'aux États-Unis ou dans les pays du Golfe, biberonnés aux hydrocarbures. Or l'AIE alerte déjà : les nouvelles capacités des énergies renouvelables ne suffiront pas à suivre la cadence.

L'IA n'est donc pas soutenable sans adaptations majeures. Des chercheurs développent cependant de nouvelles architectures de puces électroniques qui permettraient de limiter la gloutonnerie. En France, l'IA dite « frugale » figure ainsi parmi les axes du second volet de la stratégie nationale sur le sujet. Outre son efficacité, elle comprend une minimisation des données ou l'optimisation des algorithmes. ■■■

Les droits humains d'abord

Le développement du recours des IA de surveillance montre déjà l'impact délétère que cette technologie peut avoir sur les libertés et les droits fondamentaux. Comme le souligne Katia Roux, chargée de plaider liberté au sein d'Amnesty International France, « les personnes racialisées, les personnes vulnérables, les personnes en déplacement sont davantage exposées à ces technologies qui accentuent des discriminations existantes ».

Pourtant, les systèmes d'intelligence artificielle ont le potentiel de renforcer la protection des droits humains. Pour rester dans le contexte migratoire, les innovations technologiques « pourraient potentiellement assurer un transit sûr et des procédures aux frontières plus ordonnées », avance ainsi Ana Piquer, directrice du programme Amériques d'Amnesty International.

Dans un avis paru en amont de l'adoption de la proposition de règlement de l'Union européenne sur le sujet, la Cour européenne des droits de l'homme invitait les pouvoirs publics à promouvoir « un encadrement juridique ambitieux », recommandant d'interdire certains usages de l'IA jugés « trop attentatoires aux droits fondamentaux » (comme l'identification biométrique). Amnesty ne dit pas autre chose, appelant à « conditionner tout effort de réglementation à des priorités en matière de droits humains », et non par des objectifs d'harmonisation du marché ou de compétitivité. En prenant notamment en compte « les préjudices croisés » (par exemple à la fois liés au sexe, à l'origine ethnique, au statut migratoire et à l'appartenance religieuse). Et en donnant des moyens d'agir aux personnes concernées.

Protéger les créateurs

Pour les auteurs, musiciens, artistes visuels, doubleurs et tous les autres métiers de la création, le danger se dessine de plus en plus clairement. Nées dans un vide juridique, les IA génératives menacent de reproduire le travail des artistes plus vite et dans des quantités potentiellement infinies.

À leur création, les modèles d'IA se développent dans un flou juridique, comme c'est le cas en Europe avec la directive sur le droit d'auteur de 2019, qui autorise la reproduction d'œuvres « en vue de la fouille de textes et de données », alors mal définie. Les machines s'entraînent donc sur des jeux de data gigantesques dont une grande partie n'est pas libre de droits, s'asseyant ainsi sur le respect de la propriété intellectuelle.

L'enjeu premier, pour les créateurs, est de pouvoir refuser que leurs œuvres soient utilisées dans l'entraînement des IA. Il est difficile de garantir l'expression de ce droit sur les milliards d'images, de textes ou d'enregistrements sonores déjà aspirés. Mais « la question du retrait se pose pour les futurs contenus susceptibles, demain, d'être reproduits par les modèles d'IA », explique Stéphanie Le Cam, juriste et directrice de la Ligue des auteurs professionnels. Ce droit ne s'envisage en outre pas sans transparence des outils : en 2023, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques plaide déjà pour « une obligation d'information sur les œuvres ayant été exploitées ».

Sans attendre les détails de la nébuleuse « concertation nationale sur l'émergence d'un marché éthique respectueux du droit d'auteur », annoncée samedi par la ministre de la Culture Rachida Dati, des développeurs comme Spawning AI proposent en alternative un modèle d'« opt-in », qui pose pour principe le refus de l'utilisation de son œuvre par son créateur, sauf expression contraire. Mais le changement de paradigme induit par l'IA appelle à une redéfinition plus juste du statut de l'artiste, au-delà d'un système de licence permettant une redistribution globale aux créateurs des revenus générés par l'utilisation de l'IA. Ce débat permet de remettre sur le métier le sujet de la continuité des revenus des artistes-auteurs, une revendication partagée par de nombreux collectifs et syndicats. ■

PAULINE ACHARD, ALEXANDRA CHAIGNON, STÉPHANE GUÉRARD
ET SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

« L'IA est au mieux une difficulté, au pire une catastrophe »

Dès 2018, le mathématicien Cédric Villani plaide pour que les questions autour de l'intelligence artificielle sortent des cénacles des spécialistes pour irriguer le débat démocratique. Il espère que le sommet, qui s'ouvre ce lundi à Paris, joue ce rôle.

Le lauréat 2010 de la médaille Fields posait déjà en 2018 la question de « donner un sens à l'intelligence artificielle » dans un rapport parlementaire. Sept ans plus tard, l'état des rapports de force internationaux le rend sceptique sur l'évolution des technologies numériques.

L'intelligence artificielle peut-elle être un outil de progrès ?

Il y a deux façons très différentes de répondre. Soit vous l'abordez du point de vue intellectuel, universitaire et c'est un sujet absolument fascinant. Il s'agit d'une aventure scientifique parsemée de grands esprits, depuis Alan Turing. La question de l'adaptation des usages rend encore plus passionnant le débat autour des métiers, de notre perception et de notre représentation du monde en fonction des moyens de communication. Même les plus réticents à l'IA ressortent de ces débats intellectuels en se disant que tout ceci est passionnant. Mais si l'on pose la question du progrès que l'on peut tirer à partir des usages de l'IA, il est impossible d'avoir une réponse aussi tranchée. Par rapport à la paix, l'équité et la trajectoire écologiquement viable, les trois questions qui forment les grands critères actuels de progrès, l'intelligence artificielle représente au mieux une difficulté supplémentaire, au pire une catastrophe, au même titre que la bombe nucléaire pouvait constituer à la fois un sujet scientifique et intellectuel passionnant, mais aussi une invitation à la destruction de l'humanité.



CÉDRIC VILLANI
Mathématicien

Pourquoi tant de scepticisme ?

On ne peut pas dire que les questions que pose l'IA se résolvent par la réponse « tout dépend de ce que nous allons en faire ». Si l'on prend en compte les rapports de force actuels, son utilisation accroît nos difficultés. L'IA apporte une nouvelle façon de faire la guerre, génère de nouvelles rivalités sur le contrôle de l'information comme de nouvelles tensions géopolitiques pour le contrôle des ressources. En tant que telle, elle ne m'empêche pas de dormir. En revanche, les tensions mondiales entravent nos efforts en faveur du désarmement et de la solidarité internationale. Mais, pour toutes les forces de progrès, ne pas user de ces outils revient à laisser les armes aux adversaires. Les cas d'usages d'IA qui concourent à une société plus juste sont légion, des travaux du Giec aux économies d'énergie, au recyclage comme à la préservation des écosystèmes... Par ailleurs, le modèle du logiciel libre mène la compétition avec le modèle de l'IA fermée. Ce n'est pas pour rien qu'Elon Musk s'en prend à Wikipédia. Mais

tous ces cas d'usage de progrès représentent peu en proportion des cas d'usage nocifs.

À quoi sert ce sommet mondial de l'IA à Paris ?

Le buzz alimenté par ce sommet permet d'attirer l'attention sur les vrais problèmes. Parler d'IA, c'est parler des déchets numériques dont on sous-traite la destruction à des travailleurs ghanéens sous-payés. Parler d'IA, c'est rappeler les injustices fondamentales entre les femmes et les hommes. Pourquoi n'y a-t-il pas suffisamment de femmes dans les mathématiques, les écoles d'ingénieurs et d'informatique ? C'est aussi parler de recherche : pourquoi laisse-t-on piller notre force de formation par les universités américaines ? Et puisqu'il est actuellement question de rapports de puissance entre les États-Unis et la Chine, parler d'IA, c'est parler de taille et de forces. Nous concernant, la réponse doit être l'Europe, du fait de son marché et des moyens qu'elle peut mobiliser. En 2022, l'irruption de ChatGPT avait tout changé médiatiquement et permis que tous ces sujets jusque-là traités entre experts parviennent au grand public. Ce sommet de Paris nous en donne une nouvelle occasion.

En matière d'intelligence artificielle, où en est la France ?

La France a des atouts réels. Historiquement, elle possède avec l'Allemagne, la Russie et, maintenant, les États-Unis l'une des plus grandes communautés de mathématiciens. Elle reste un grand pays d'algorithme et une référence pour la qualité de ses programmeurs. Nous n'avons pas rempli tous les objectifs de notre feuille de route numérique, mais nous nous sommes dotés d'une infrastructure de calcul qui permet à nos chercheurs de travailler en France et de ne plus aller voir les Gafam. Mais il est dérisoire voire puéril de proclamer, comme nous l'entendons à l'occasion de ce sommet, que la France va faire faire un pas de géant à elle toute seule. Il est d'ailleurs symptomatique de voir l'Europe si peu associée à l'événement. L'Union européenne s'est pourtant dotée d'un ensemble réglementaire cohérent et ambitieux qui fait qu'elle est la plus protégée. Notre défi, c'est la production de hardware (matériel, puces) comme de software (logiciels, programmes), qui demande une politique coordonnée de soutien en faveur de la recherche, de

« La réponse doit être l'Europe, du fait de son marché et des moyens qu'elle peut mobiliser. »

l'enseignement supérieur, des programmes communs de données. Mais, au vu des coupes dans les budgets, la France ne va pas dans la bonne direction. La politique européenne est aussi décevante. Pour le numérique comme pour l'écologie, on constate un recul des ambitions. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR S. G.